

Don d'organes sans autorisation des familles : tollé du monde médical

Article rédigé par *L'équipe libertepolitique.com* -, le 13 avril 2015

La proposition des députés PS Jean-Louis Touraine et Michèle Delaunay pour faciliter le prélèvement d'organes a été adopté vendredi 10 avril à l'Assemblée nationale, dans le cadre du projet de loi santé (cf. [Liberté politique](#), 2 avril). La mesure, qui permettra de s'affranchir de l'accord des familles, provoque un tollé dans le corps médical, qui craint une perte de confiance des patients envers les soignants.

Dès 2017, les familles ne seraient plus consultées sur le prélèvement d'organes des défunts, mais seulement informées. Directeur de l'Espace éthique de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris, Emmanuel Hirsch avait déjà alerté sur les [dangers](#) de l'idée apparemment généreuse consistant à se passer de l'accord des familles : "C'est une tentative de nationalisation des corps."

Alors que 80 % des Français sont favorables au don d'organe, on risque d'entraîner un climat de méfiance qui bloquera les familles et le corps médical.

"Pour nos équipes, cette loi sera inapplicable, explique le Pr Francis Navarro au *Figaro* (13 avril). Imaginez devoir dire à un parent que la personne qui lui est chère est en état de mort encéphalique et qu'une équipe va venir récupérer ses organes. Sur le terrain, nous ne pourrions pas aller contre une opposition des familles. Cela va créer des situations ingérables."

Tentations euthanasiques

On imagine sans peine également les tentations euthanasiques de "débranchement" accéléré sur les patients accidentés ou dans le coma, dont les organes pourraient être récupérés.

Dans une pétition adressée au ministre de la Santé Marisol Touraine, 270 médecins et infirmiers des services hospitaliers de prélèvement d'organes et tissus, ont dit leur "consternation" face à cette remise en cause de l'éthique des soignants : "Une telle attitude sera vécue par les familles comme une négation de la personnalité et de la mémoire du défunt." Ils craignent que cette modification de la législation entraînera à terme une chute du prélèvement d'organes.

Pour en savoir plus :

[L'analyse du professeur Emmanuel Hirsch](#)